



PET VALU HOLDINGS LTD.

RAPPORT DE GESTION

(Deuxième trimestre clos le 28 juin 2025)

Le présent rapport de gestion de Pet Valu Holdings Ltd. (« nous », « Pet Valu » ou la « Société ») a été préparé en date du 4 août 2025 et fournit des informations relatives à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 28 juin 2025 et le 29 juin 2024. Ce rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le T2 2025 (tel qu'il est défini ci-après) de la Société ainsi que les états financiers consolidés audités et les notes pour l'exercice 2024 (tel qu'il est défini ci-après) et le rapport de gestion connexe de la Société. En outre, le lecteur est prié de se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société datée du 3 mars 2025 pour de plus amples renseignements. Des renseignements additionnels sur Pet Valu Holdings Ltd. sont disponibles sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca.

Mode de présentation

Les états financiers consolidés audités et les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société (collectivement, les « états financiers consolidés ») ont été préparés respectivement selon les Normes IFRS de comptabilité, publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), selon les méthodes comptables décrites dans ces états financiers. Les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et sauf les montants par action. La Société est structurée comme un seul secteur d'exploitation et secteur à présenter.

La Société exerce ses activités selon un exercice de 52 ou de 53 semaines se terminant le samedi le plus près du 31 décembre. Les trimestres de la Société se terminent le samedi le plus près de la fin de chaque trimestre civil. Chaque trimestre compte 13 semaines, sauf dans le cas d'un exercice de 53 semaines, auquel cas le quatrième trimestre comptera 14 semaines. Les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 28 juin 2025 et le 29 juin 2024 représentent les résultats de la Société pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de l'exercice pertinent.

Dans le présent rapport de gestion, « T2 2025 » renvoie à la période de 13 semaines close le 28 juin 2025, « T2 2024 » renvoie à la période de 13 semaines close le 29 juin 2024, « cumul 2025 » renvoie à la période de 26 semaines close le 28 juin 2025, « cumul 2024 » renvoie à la période de 26 semaines close le 29 juin 2024, « exercice 2025 » renvoie à la période de 53 semaines dont la clôture

aura lieu le 3 janvier 2026 et « exercice 2024 » renvoie à la période de 52 semaines close le 28 décembre 2024. Les montants présentés dans ce rapport de gestion sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes pour le T2 2025 ainsi que du présent rapport de gestion a été autorisée par le conseil d'administration de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion renvoie à des mesures et à des ratios non conformes aux IFRS. Ces mesures et ces ratios ne sont pas reconnus par les IFRS et n'ont pas de signification normalisée prescrite par celles-ci. Il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres entités. Ces mesures sont plutôt présentées à titre de complément des mesures conformes aux IFRS afin de favoriser une meilleure compréhension des résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être considérées séparément ni comme un substitut à l'analyse de l'information financière de la Société présentée conformément aux IFRS. La Société utilise des mesures non conformes aux IFRS, notamment le « BAIIA », le « BAIIA ajusté », le « résultat net ajusté », les « flux de trésorerie disponibles », les « dépenses d'investissement nettes » et les « ratios non conformes aux IFRS », y compris la « marge du BAIIA ajusté », le « BAIIA ajusté en pourcentage des produits », le « résultat net ajusté en pourcentage des produits » et le « résultat net ajusté par action après dilution ». Le présent rapport de gestion renvoie également à certaines mesures financières supplémentaires utilisées couramment dans le secteur de la vente au détail, telles que les « ventes à l'échelle du réseau », la « croissance (diminution) des ventes des magasins comparables », la « croissance (diminution) des transactions des magasins comparables » et la « croissance (diminution) des dépenses moyennes par transaction des magasins comparables ». Ces mesures et ces ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires visent à fournir aux investisseurs d'autres mesures de la performance opérationnelle de la Société et ainsi à mettre en lumière les tendances de ses activités de base qui pourraient autrement être plus difficiles à cerner en se fiant uniquement aux mesures conformes aux IFRS. La Société est également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées ont souvent recours à des mesures et à des ratios non conformes aux IFRS et à des mesures financières supplémentaires dans leur évaluation des émetteurs. La direction de la Société a recours à des mesures et à des ratios non conformes aux IFRS et à des mesures financières supplémentaires pour faciliter la comparaison de la performance opérationnelle d'une période à l'autre, pour établir le budget d'exploitation annuel, ainsi que pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction. Se reporter aux rubriques « Principales informations financières consolidées et mesures sectorielles » et « Principaux résultats trimestriels et mesures de la performance » pour un rapprochement du résultat net, une mesure conforme aux IFRS, avec le BAIIA, le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement – Flux de trésorerie disponibles » pour un rapprochement des flux de trésorerie disponibles.

Information prospective

Ce rapport de gestion contient de l'information prospective. L'information prospective est fournie à la date d'établissement du présent rapport de gestion et repose sur les opinions, estimations et hypothèses de la direction formulées à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, des tendances actuelles, des conditions courantes et des événements futurs attendus, de même que divers

autres facteurs que la direction estime opportuns et raisonnables dans les circonstances. L'objectif de l'information prospective est de fournir une description des attentes et des plans de la direction, et cette information pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Pet Valu ne s'engage aucunement à mettre à jour cette information prospective pour tenir compte de nouveaux renseignements ou événements ou pour toute autre raison, à moins que les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables ne l'exigent.

L'information prospective peut se rapporter à nos perspectives financières et aux événements ou résultats prévus et peut comprendre des énoncés relatifs à notre situation financière, à notre stratégie d'entreprise, à nos stratégies de croissance, à l'ouverture et à l'amélioration des magasins, à nos marchés potentiels, à nos budgets, à nos activités, à nos résultats financiers, à nos taxes et impôts, à notre politique en matière de dividendes, à nos plans et à nos objectifs. Plus particulièrement, les informations portant sur nos attentes à l'égard des résultats futurs, de la performance, des réalisations, des perspectives et des occasions ou des marchés dans lesquels nous menons nos activités constituent de l'information prospective. Dans certains cas, on reconnaît l'information prospective à l'emploi de verbes ou d'expressions comme « planifier », « cibler », « croire », « s'attendre à », « être susceptible de » et « se produire », à la forme affirmative ou négative, au futur ou au conditionnel, et à l'emploi de termes comme « budget », « estimation », « perspective », « prévision », « projection », « stratégie », « avis », « intention », « possibilité », « éventualité », « continuer » ou d'autres termes semblables. En outre, les déclarations faisant état d'attentes, d'intentions, de prévisions ou d'autres faits ou circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les déclarations qui contiennent de l'information prospective ne portent pas sur des faits, mais indiquent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des faits ou circonstances qui pourraient se produire dans l'avenir.

De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société, son niveau d'activité, son rendement ou ses réalisations ou des événements à venir ou faits nouveaux diffèrent de façon importante de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective, y compris, sans s'y limiter, les facteurs décrits à la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion ou de la plus récente notice annuelle. On peut se procurer une copie de la notice annuelle à partir du site Web de SEDAR+, sous le profil de la Société, à l'adresse www.sedarplus.ca. Ces facteurs ne constituent pas une liste exhaustive des facteurs pouvant avoir une incidence sur la Société, mais ils doivent être examinés attentivement.

L'objectif de l'information prospective est de fournir au lecteur une description des attentes actuelles de la direction en ce qui concerne le rendement financier de la Société, et cette information pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Le lecteur ne devrait donc pas se fier indûment à l'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion. Dans la mesure où l'information prospective présentée dans le présent rapport de gestion constitue de l'information financière de nature prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables, une telle information est fournie afin de démontrer le potentiel de la Société et le lecteur est donc mis en garde que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. L'information financière de nature prospective, comme toute information prospective de manière générale, se fonde sur des hypothèses courantes et est assujettie à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières et mesures sectorielles pour les périodes indiquées (en milliers, sauf les magasins à l'échelle du réseau ou sauf indication contraire). Nous renvoyons le lecteur à la rubrique « Comment nous évaluons la performance de notre entreprise » du présent rapport de gestion pour la définition des éléments présentés dans le tableau ci-après et, selon le cas, à la rubrique « Principales informations financières consolidées et mesures sectorielles » pour le rapprochement des mesures non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

T2 2025 par rapport à T2 2024

	Trimestres clos les				
	28 juin 2025		29 juin 2024		
	13 semaines		13 semaines		Variation en pourcentage
Produits	280 647	\$	265 228	\$	5,8 %
Marge bénéficiaire brute	33,4	%	33,1	%	s. o.
Résultat d'exploitation	36 748	\$	33 796	\$	8,7 %
Résultat net	21 810	\$	17 839	\$	22,3 %
Ventes à l'échelle du réseau ¹	369 894	\$	353 692	\$	4,6 %
Magasins à l'échelle du réseau	833		799		4,3 %
Croissance des ventes des magasins comparables ¹	2,6	%	0,0	%	s. o.
Croissance (diminution) des transactions des magasins comparables ¹	0,8	%	(2,4)	%	s. o.
Croissance des dépenses moyennes par transaction des magasins comparables ¹	1,8	%	2,5	%	s. o.
BAIIA ²	55 040	\$	50 001	\$	10,1 %
BAIIA ajusté ²	60 175	\$	57 731	\$	4,2 %
Résultat net ajusté ²	26 208	\$	25 881	\$	1,3 %
Résultat net ajusté par action après dilution ³	0,38	\$	0,36	\$	5,6 %
Flux de trésorerie disponibles ²	27 148	\$	7 706	\$	252,3 %

Notes :

- ¹⁾ Les ventes à l'échelle du réseau, la croissance des ventes des magasins comparables, la croissance (diminution) des transactions des magasins comparables et la croissance des dépenses moyennes par transaction des magasins comparables sont des mesures financières supplémentaires. Pour plus d'information sur les mesures financières supplémentaires, se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».
- ²⁾ Le BAIIA, le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas déterminées conformément aux IFRS et n'ont pas de signification normalisée prescrite; il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures financières semblables utilisées par d'autres entités. Se reporter à la rubrique « Principales informations financières consolidées et mesures sectorielles » pour un rapprochement du résultat net, mesure conforme aux IFRS, avec le BAIIA, le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement – Flux de trésorerie disponibles » pour un rapprochement des flux de trésorerie disponibles.
- ³⁾ Le résultat net ajusté par action après dilution est un ratio non conforme aux IFRS. Les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas déterminés conformément aux IFRS et n'ont pas de signification normalisée prescrite; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures financières semblables utilisées par d'autres entités. Pour plus d'information sur les ratios non conformes aux IFRS, se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et « Comment nous évaluons la performance de notre entreprise ».

Cumul 2025 par rapport à cumul 2024

	Cumul jusqu'aux			
	28 juin 2025	29 juin 2024		
	26 semaines	26 semaines	Variation en pourcentage	
Produits	559 734 \$	526 014 \$	6,4	%
Marge bénéficiaire brute	33,2 %	33,3 %	s. o.	
Résultat d'exploitation	74 120 \$	67 095 \$	10,5	%
Résultat net	43 572 \$	35 357 \$	23,2	%
Ventes à l'échelle du réseau	736 013 \$	706 573 \$	4,2	%
Magasins à l'échelle du réseau	833	799	4,3	%
Croissance des ventes des magasins comparables	2,0 %	0,4 %	s. o.	
Diminution des transactions des magasins comparables	(0,2) %	(2,4) %	s. o.	
Croissance des dépenses moyennes par transaction des magasins comparables	2,2 %	2,8 %	s. o.	
BAILA	109 428 \$	99 022 \$	10,5	%
BAILA ajusté	118 913 \$	114 311 \$	4,0	%
Résultat net ajusté	51 562 \$	51 215 \$	0,7	%
Résultat net ajusté par action après dilution	0,73 \$	0,71 \$	2,8	%
Flux de trésorerie disponibles	42 449 \$	30 841 \$	37,6	%

Aperçu

Notre mission est d'être le principal détaillant pour animaux de compagnie au Canada et d'offrir les produits, les soins, l'expertise et les moments mémorables que les amoureux des animaux souhaitent localement en magasin et partout en ligne.

Depuis l'ouverture d'un premier magasin en 1976, Pet Valu est devenu le principal détaillant spécialisé en nourriture et en accessoires pour animaux de compagnie au Canada. À la fin du T2 2025, nous comptons 833 magasins appartenant à la Société et magasins franchisés au pays, en plus de notre gamme complète de capacités de commerce électronique. Depuis notre création, nous avons su gagner la confiance et la loyauté des propriétaires d'animaux de compagnie dévoués grâce à notre service empreint de compassion et éclairé, à notre offre d'articles de qualité supérieure, qui comprend nos marques du fabricant primées, à nos services en magasin et à nos capacités omnicanaux en expansion. Cette stratégie gagnante s'appuie sur notre modèle d'exploitation extrêmement flexible qui nous permet d'enregistrer une croissance et des paramètres économiques supérieurs.

Nos franchisés et nous comptons le plus grand réseau de détaillants spécialisés pour animaux de compagnie au Canada, soit plus de trois fois le nombre de magasins de notre plus proche concurrent, ce qui se traduit par un magasin dans un rayon de 5 km pour environ 76 % des Canadiens. Avec notre plateforme de commerce électronique, notre présence sur le marché crée une grande visibilité de la marque, procure à nos canaux l'accès à des millions de propriétaires d'animaux de compagnie canadiens et nous permet de gagner une plus grande part de marché de l'industrie Animaleries et magasins de fournitures pour animaux de compagnie au Canada. Nous combinons notre taille à une stratégie de détail extrêmement localisée, ce qui nous permet d'offrir à nos clients des articles de qualité supérieure à des prix concurrentiels tout en leur donnant un service personnalisé. En plus de notre bannière Pet Valu reconnue et inspirant la confiance à l'échelle nationale, nous exploitons également trois bannières en Colombie-Britannique (Bosley's by Pet Valu, Tisol et Total Pet), ainsi que la bannière Paulmac's Pets en Ontario et la bannière Chico au Québec. Toutes nos bannières sont profondément ancrées dans leurs communautés respectives, sont considérées comme attrayantes, dignes de confiance et fiables et bénéficient de l'ampleur de notre réseau d'exploitation intégré.

Événements récents

Exercice 2025 :

Rachat d'actions

Le 12 mai 2025, la Société a racheté à des fins d'annulation un total de 2 079 000 actions ordinaires au prix de 28,85 \$ par action ordinaire à PV Holdings S.à.r.l., Roark Capital Partners II AIV AG, L.P., RCPS Equity Cayman LP et Roark Capital Partners Parallel II AIV AG, L.P. (collectivement, les « principaux actionnaires »), chacun étant une entité contrôlée directement ou indirectement par Roark Capital Management, LLC, pour une contrepartie en espèces totale de 60,0 M\$ (le « rachat d'actions »).

Reclassements de 2025

Le 16 mai 2025, un reclassement des actions ordinaires de la Société a été réalisé par ses principaux actionnaires par voie de prise ferme et, le 21 mai 2025, l'option de surallocation accordée aux preneurs fermes dans le cadre du reclassement (collectivement, le « reclassement de mai 2025 ») a été exercée en totalité. Le reclassement de mai 2025 de 5 980 000 actions ordinaires à un prix d'offre de 28,85 \$ l'action ordinaire a permis de mobiliser un produit brut de 172,5 M\$ pour les actionnaires principaux. La Société n'a pas émis d'actions ordinaires supplémentaires et n'a tiré aucun produit du reclassement de mai 2025. Les honoraires de prise ferme ont été versés par les principaux actionnaires, et les autres charges liées au reclassement de mai 2025 d'environ 0,3 M\$, payées par la Société, sont incluses dans les charges de vente et d'administration du T2 2025.

Le 9 juin 2025, un reclassement (le « reclassement de juin 2025 ») des actions ordinaires de la Société a été réalisé par ses principaux actionnaires par voie de prise ferme. Le reclassement de juin 2025 de 19 969 450 actions ordinaires à un prix d'offre de 28,85 \$ l'action ordinaire a permis de mobiliser un produit brut de 576,1 M\$ pour les actionnaires principaux. La Société n'a pas émis d'actions ordinaires supplémentaires et n'a tiré aucun produit du reclassement de juin 2025. Les honoraires de prise ferme et les autres charges ont été payés par les principaux actionnaires. À la suite de la réalisation du reclassement de juin 2025, les principaux actionnaires ne détiennent plus d'actions ordinaires de la Société.

Exercice 2024 :

Reclassement de 2024

Le 15 mai 2024, un reclassement (le « reclassement de 2024 ») des actions ordinaires de la Société a été réalisé par ses principaux actionnaires par voie de prise ferme. Le reclassement de 2024 de 5 903 000 actions ordinaires à un prix d'offre de 29,65 \$ l'action ordinaire a permis de mobiliser un produit brut de 175,0 M\$ pour les actionnaires principaux. La Société n'a pas émis d'actions ordinaires supplémentaires et n'a tiré aucun produit du reclassement de 2024. Les honoraires de prise ferme ont été versés par les principaux actionnaires, et les autres charges liées au reclassement de 2024 d'environ 0,2 M\$, payées par la Société, sont incluses dans les charges de vente et d'administration de l'exercice 2024.

Ouverture du nouveau centre de distribution dans la région du Grand Vancouver

En juillet 2024, la Société a officiellement commencé à exploiter son centre de distribution du Grand Vancouver certifié LEED-Gold de 350 000 pieds carrés à Surrey, en Colombie-Britannique, ce qui représente un autre jalon clé pour la transformation de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle nationale de la Société.

Nouveau centre de distribution à Calgary

Le 18 octobre 2024, la Société a conclu un contrat de location pour un nouveau centre de distribution de 300 000 pieds carrés à Calgary, en Alberta.

Modifications apportées à l'entente de crédit

Le 31 octobre 2024, la Société a modifié son entente de crédit afin, entre autres, de reporter la date d'échéance au 31 octobre 2029 et d'augmenter la capacité d'emprunt de la facilité renouvelable à 175 000 \$.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2024

Le 28 novembre 2024, la Société a annoncé que la TSX avait accepté son avis d'intention de renouveler son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« OPRCNA de 2024 »). En vertu de l'OPRCNA de 2024, la Société peut racheter à des fins d'annulation jusqu'à un total de 3 572 004 actions ordinaires, représentant environ 5 % des actions ordinaires émises par la Société et en circulation au 18 novembre 2024. L'OPRCNA de 2024 a commencé le 2 décembre 2024 et continuera jusqu'à la date la plus rapprochée des trois événements suivants : a) la clôture du marché, soit le 1^{er} décembre 2025, b) la date à laquelle la Société achète le plus d'actions ordinaires possibles dans le cadre de l'OPRCNA de 2024, et c) la date à laquelle la Société émet un avis de résiliation écrit de l'OPRCNA de 2024 à la TSX.

Le 2 décembre 2024, la Société a conclu un régime d'achat d'actions automatique (« RAAA de 2024 ») avec un courtier désigné relativement à l'OPRCNA de 2024 afin de faciliter l'achat d'actions ordinaires pendant certaines périodes au cours desquelles la Société ne serait pas autorisée à acheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes d'interdiction de transactions que la Société s'impose. Avant de s'imposer une période d'interdiction de transactions, la Société peut, sans être tenue de le faire, demander à son courtier désigné d'effectuer des achats à sa seule discrétion en fonction de paramètres établis par la Société conformément au RAAA, à l'OPRCNA, aux règles de la TSX et à la législation sur les valeurs mobilières applicable.

Principales informations financières consolidées et mesures sectorielles

Le tableau qui suit présente un sommaire des résultats d'exploitation récents de la Société et les principales données sur la situation financière pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées présentées ci-après ont été tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et des notes annexes (en milliers, sauf indication contraire).

	Trimestres clos les		Cumul jusqu'aux	
	28 juin 2025	29 juin 2024	28 juin 2025	29 juin 2024
	13 semaines	13 semaines	26 semaines	26 semaines
Produits				
Ventes au détail	101 747 \$	100 157 \$	201 468 \$	200 466 \$
Franchises et autres produits	178 900	165 071	358 266	325 548
Total des produits	280 647	265 228	559 734	526 014
Coût des ventes	187 005	177 535	374 037	350 970
Profit brut	93 642	87 693	185 697	175 044
Charges de vente et d'administration	56 894	53 897	111 577	107 949
Résultats d'exploitation	36 748	33 796	74 120	67 095
Charge d'intérêts nette	7 447	8 670	14 579	17 225
(Profit) perte de change	(634)	274	(395)	671
Résultat avant impôts sur le résultat	29 935	24 852	59 936	49 199
Charge d'impôts sur le résultat	8 125	7 013	16 364	13 842
Résultat net	21 810	17 839	43 572	35 357
Résultat net par action attribuable aux actionnaires ordinaires – de base	0,31 \$	0,25 \$	0,62 \$	0,49 \$
Résultat net par action attribuable aux actionnaires ordinaires – dilué	0,31 \$	0,25 \$	0,62 \$	0,49 \$

	Exercices clos les	
	28 juin 2025	28 décembre 2024
Total de l'actif	990 736 \$	970 931 \$
Total des passifs non courants	749 239	690 762

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net et du BAIIA et du BAIIA ajusté pour les périodes indiquées (en milliers, sauf indication contraire) :

	Trimestres clos les		Cumul jusqu'aux	
	28 juin 2025	29 juin 2024	28 juin 2025	29 juin 2024
	13 semaines	13 semaines	26 semaines	26 semaines
Rapprochement du résultat net et du BAIIA ajusté				
Résultat net	21 810 \$	17 839 \$	43 572 \$	35 357 \$
Amortissements	17 658	16 479	34 913	32 598
Charge d'intérêts nette	7 447	8 670	14 579	17 225
Charge d'impôts sur le résultat	8 125	7 013	16 364	13 842
BAIIA	55 040	50 001	109 428	99 022
Ajustements au BAIIA :				
Coûts de transformation ¹	1 266	5 345	2 701	8 982
Autres honoraires ²	405	302	423	758
Rémunération fondée sur des actions ³	4 098	1 809	6 756	4 878
(Profit) perte de change ⁴	(634)	274	(395)	671
BAIIA ajusté	60 175 \$	57 731 \$	118 913 \$	114 311 \$
BAIIA ajusté en pourcentage des produits⁵	21,4 %	21,8 %	21,2 %	21,7 %

Notes :

- ¹⁾ Correspondent aux coûts d'implémentation de nouveaux systèmes informatiques fondés sur des projets distincts et de logiciels services au titre des initiatives de transformation à l'appui du commerce électronique et des capacités omnicanaux, de la gestion des relations clients et d'autres processus clés (0,2 M\$ au T2 2025, 2,3 M\$ au T2 2024, 0,5 M\$ au cumul 2025 et 4,5 M\$ au cumul 2024). Représentent également les charges associées aux initiatives de transformation de la chaîne d'approvisionnement et de la marchandise, comme le dédoublement des coûts d'entreposage et de distribution, les coûts d'implémentation des nouveaux systèmes informatiques et les autres coûts de transition engagés pendant la transition vers un nouveau centre de distribution (1,1 M\$ au T2 2025, 2,8 M\$ au T2 2024, 2,2 M\$ au cumul 2025 et 4,3 M\$ au cumul 2024). En outre, les coûts de transformation comprennent des charges de 0,2 M\$ liées aux autres initiatives de transformation au T2 2024 et au cumul 2024. Les coûts inclus dans le coût des ventes au T2 2025 et au cumul 2025 sont respectivement de 0,3 M\$ et 0,6 M\$ (respectivement 1,4 M\$ et 2,1 M\$ au T2 2024 et au cumul 2024). Les charges incluses dans les charges de vente et d'administration se sont élevées respectivement à 1,0 M\$ et 2,1 M\$ au T2 2025 et au cumul 2025 (3,9 M\$ et 6,9 M\$ respectivement au T2 2024 et au cumul 2024).
- ²⁾ Correspondent aux honoraires essentiellement engagés en lien avec ce qui suit : i) le reclassement de mai 2025; et ii) l'examen par l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») des déclarations de revenus canadiennes de la Société dont il est question à la rubrique « Impôts sur le résultat ».
- ³⁾ Correspond à la rémunération fondée sur des actions en lien avec notre régime d'options sur actions modifié et retraité, notre régime incitatif à long terme et notre régime d'unités d'actions différées.
- ⁴⁾ Correspond aux profits et pertes de change.
- ⁵⁾ Le BAIIA ajusté en pourcentage des produits est un ratio non conforme aux IFRS. Les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas déterminés conformément aux IFRS et n'ont pas de signification normalisée prescrite; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures financières semblables utilisées par d'autres entités. Pour plus d'information sur les ratios non conformes aux IFRS, se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et « Comment nous évaluons la performance de notre entreprise ».

Le tableau ci-après présente un rapprochement du résultat net et du résultat net ajusté pour les périodes indiquées (en milliers, sauf indication contraire) :

	Trimestres clos les		Cumul jusqu'aux	
	28 juin 2025	29 juin 2024	28 juin 2025	29 juin 2024
	13 semaines	13 semaines	26 semaines	26 semaines
Rapprochement du résultat net et du résultat net ajusté				
Résultat net	21 810 \$	17 839 \$	43 572 \$	35 357 \$
Ajustements au résultat net :				
Coûts de transformation ¹	1 920	7 982	3 563	14 270
Autres honoraires ²	405	302	423	758
Rémunération fondée sur des actions ³	4 098	1 809	6 756	4 878
(Profit) perte de change ⁴	(634)	274	(395)	671
Incidence fiscale des ajustements au résultat net	(1 391)	(2 325)	(2 357)	(4 719)
Résultat net ajusté	26 208 \$	25 881 \$	51 562 \$	51 215 \$
Résultat net ajusté en pourcentage des produits⁵	9,3 %	9,8 %	9,2 %	9,7 %
Résultat net ajusté par action après dilution	0,38 \$	0,36 \$	0,73 \$	0,71 \$

Notes :

- ¹⁾ Correspondent aux coûts d'implémentation de nouveaux systèmes informatiques fondés sur des projets distincts et de logiciels services au titre des initiatives de transformation à l'appui du commerce électronique et des capacités omnicanaux, de la gestion des relations clients et d'autres processus clés (0,2 M\$ au T2 2025, 2,3 M\$ au T2 2024, 0,5 M\$ au cumul 2025 et 4,5 M\$ au cumul 2024). Représentent également les charges associées aux initiatives de transformation de la chaîne d'approvisionnement et de la marchandise (1,7 M\$ au T2 2025, 5,4 M\$ au T2 2024, 3,1 M\$ au cumul 2025 et 9,6 M\$ au cumul 2024), comme le dédoublement des coûts d'entreposage et de distribution, les coûts d'implémentation des nouveaux systèmes informatiques et les autres coûts de transition engagés pendant la transition vers un nouveau centre de distribution. Cela comprend également le dédoublement de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation, et la charge d'intérêts sur les obligations locatives. En outre, les coûts de transformation comprennent des charges de 0,2 M\$ liées aux autres initiatives de transformation au T2 2024 et au cumul 2024. Les coûts inclus dans le coût des ventes au T2 2025 et au cumul 2025 sont respectivement de 0,7 M\$ et 1,2 M\$ (respectivement 3,0 M\$ et 5,4 M\$ au T2 2024 et au cumul 2024). Les charges incluses dans les charges de vente et d'administration se sont élevées respectivement à 1,0 M\$ et 2,1 M\$ au T2 2025 et au cumul 2025 (3,9 M\$ et 6,9 M\$ respectivement au T2 2024 et au cumul 2024). La charge d'intérêts sur les obligations locatives au T2 2025 et celle au cumul 2025 sont respectivement de 0,2 M\$ et 0,3 M\$ (respectivement 1,0 M\$ et 2,0 M\$ au T2 2024 et au cumul 2024).
- ²⁾ Correspondent aux honoraires essentiellement engagés en lien avec ce qui suit : i) le reclassement de mai 2025; et ii) l'examen par l'ARC des déclarations de revenus canadiennes de la Société dont il est question à la rubrique « Impôts sur le résultat ».
- ³⁾ Correspond à la rémunération fondée sur des actions en lien avec notre régime d'options sur actions modifié et retraité, notre régime incitatif à long terme et notre régime d'unités d'actions différées.
- ⁴⁾ Correspond aux profits et pertes de change.
- ⁵⁾ Le résultat net ajusté en pourcentage des produits est un ratio non conforme aux IFRS. Les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas déterminés conformément aux IFRS et n'ont pas de signification normalisée prescrite; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures financières semblables utilisées par d'autres entités. Pour plus d'information sur les ratios non conformes aux IFRS, se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et « Comment nous évaluons la performance de notre entreprise ».

Informations supplémentaires sur les locaux loués

Le tableau qui suit contient des informations supplémentaires sur les charges au titre des locaux loués en lien avec l'application d'IFRS 16, *Contrats de location* :

	Trimestres clos les		Cumul jusqu'aux	
	28 juin 2025	29 juin 2024	28 juin 2025	29 juin 2024
	13 semaines	13 semaines	26 semaines	26 semaines
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation ¹	9 374 \$	8 861 \$	18 270 \$	17 576 \$
Charge d'intérêts sur les obligations locatives ¹	6 178	5 795	12 220	11 503
Produit d'intérêts sur les créances locatives ¹	(2 561)	(2 464)	(5 164)	(4 879)
Amortissement net et charge d'intérêts nette en lien avec les locaux loués	12 991 \$	12 192 \$	25 326 \$	24 200 \$

Note :

¹⁾ Correspond aux produits et aux charges au titre des locaux loués inclus dans les états de la situation financière consolidés intermédiaires résumés non audités en lien avec l'application d'IFRS 16, *Contrats de location*. Notamment, correspond à l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation des locaux loués, à la charge d'intérêts sur les obligations locatives pour les locaux loués et au produit d'intérêts sur les créances locatives. Pour plus de renseignements, voir les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes closes le 28 juin 2025 et le 29 juin 2024.

Sommaire des facteurs ayant une incidence sur la performance

Nous estimons que notre rendement et notre succès futurs dépendent d'un certain nombre de facteurs qui sont aussi porteurs de grandes occasions pour nous. Ces facteurs comportent également des risques et difficultés intrinsèques. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre dernière notice annuelle.

Agrandissement et améliorations des magasins

Entre 2022 et 2024, nous avons augmenté la taille de notre réseau à un taux de croissance annuel composé de 9,2 %, étant donné que nous avons ouvert 45 nouveaux magasins et acquis 66 magasins franchisés dans le cadre de l'acquisition de Chico en 2022, ouvert 39 nouveaux magasins en 2023 et ouvert 41 nouveaux magasins en 2024. Pour l'exercice 2025, la Société a l'intention d'ouvrir environ 40 nouveaux magasins appartenant à la Société ou détenus par des franchisés. En plus d'ouvrir de nouveaux magasins, la Société a augmenté les ventes et les résultats d'exploitation en améliorant des éléments dans ses magasins existants, en augmentant leur superficie, en offrant plus de services en magasin et en relocalisant des magasins ou en les rénovant. De 2022 à 2024, nos franchisés et nous avons agrandi, rénové ou relocalisé 38 magasins en moyenne par année. La Société et ses franchisés prévoient agrandir, rénover ou relocaliser entre 140 et 150 magasins au cours de l'exercice 2025, y compris faire des rénovations dans les sections où se trouve la ligne Culinary d'environ 120 magasins détenus par la Société.

Le tableau qui suit présente la variation du nombre de magasins de la Société pour les périodes indiquées :

	Trimestres clos les		Cumul jusqu'aux	
	28 juin 2025	29 juin 2024	28 juin 2025	29 juin 2024
	13 semaines	13 semaines	26 semaines	26 semaines
Magasins détenus par la Société :				
Au début de la période	224	228	220	222
Nouveaux magasins ouverts	2	—	7	8
Magasins refranchisés ¹	(1)	(6)	(2)	(8)
Magasins franchisés acquis ¹	3	1	4	1
Magasins fermés	—	—	(1)	—
Magasins détenus par la Société à la fin de la période	228	223	228	223
Magasins franchisés :				
Au début de la période	606	566	604	561
Nouveaux magasins ouverts	1	5	3	8
Magasins refranchisés ¹	1	6	2	8
Magasins franchisés acquis ¹	(3)	(1)	(4)	(1)
Magasins franchisés à la fin de la période	605	576	605	576
Magasins à l'échelle du réseau	833	799	833	799
Magasins rénovés, agrandis ou relocalisés²	9	9	19	16

Notes :

- ¹⁾ Un magasin refranchisé est un magasin auparavant exploité par la Société qui est maintenant détenu et exploité par un franchisé. Un magasin franchisé acquis est un magasin auparavant exploité par un franchisé qui est maintenant détenu et exploité par la Société.
- ²⁾ Au T2 2025, au T2 2024, au cumul 2025 et au cumul 2024, la Société a rénové, agrandi ou relocalisé un total de respectivement 7, 2, 13 et 7 magasins qu'elle détient. Au T2 2025, au T2 2024, au cumul 2025 et au cumul 2024, respectivement 2, 7, 6 et 9 magasins franchisés ont été rénovés, agrandis ou relocalisés.

Comment nous évaluons la performance de notre entreprise

Produits. Les produits de la Société comprennent les ventes au détail et les produits tirés des franchises et autres produits. Les composantes de nos produits sont brièvement décrites ci-après :

- Les ventes au détail de la Société comprennent les ventes d'articles dans les magasins détenus par la Société et en ligne ainsi que les services de toilettage et de lavage de chiens en magasin. Les ventes au détail sont présentées déduction faite des taxes de vente perçues auprès du client pour le compte des autorités gouvernementales.
- Les produits tirés des franchises et autres comprennent à la fois des montants ponctuels et des montants récurrents, principalement des redevances de franchisage initiales et de renouvellement, des redevances, des loyers en pourcentage et les revenus d'entretien des parties communes et de taxes foncières provenant de propriétés sous-louées aux franchisés, des ventes en gros, des frais de promotion et des frais d'autres services. Les redevances de magasins franchisés, les frais de promotion et les loyers en pourcentage sont fondés sur un pourcentage des ventes au détail des franchisés. Les loyers en pourcentage représentent la participation variable de la Société à la performance au chapitre des ventes, lorsque ce montant est en excédent d'un loyer de base minimum contractuel. La tranche en excédent du loyer de base est comprise dans les redevances et produits de sous-location.

Coût des ventes. Le coût des ventes reflète le coût lié aux stocks et aux produits, les coûts d'entreposage et de distribution, l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation des magasins et des centres de distribution et les frais d'occupation liés à l'exploitation des magasins, tels que les paiements de loyers variables, les frais d'entretien des aires communes, les services publics et les frais d'entretien généraux des magasins.

Profit brut. Le profit brut correspond aux produits, diminués du coût des ventes.

Marge bénéficiaire brute. La marge bénéficiaire brute est définie comme le profit brut en pourcentage des produits et subit l'incidence des composantes du coût des ventes, de la composition des produits et des démarques.

Charges de vente et d'administration. Les charges de vente et d'administration comprennent principalement les salaires, les avantages sociaux, la rémunération fondée sur des actions, les frais de création des franchises, les frais de déplacement, les charges de commercialisation, les honoraires et autres charges liées à l'infrastructure de la Société requises à l'appui des magasins détenus par la Société et des magasins franchisés. Les charges de vente et d'administration comprennent également l'amortissement des immobilisations corporelles des magasins détenus par la Société et du siège social, des immobilisations incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation du siège social.

Résultat d'exploitation. Le résultat d'exploitation correspond au profit brut, déduction faite des charges de vente et d'administration.

BAIIA. Le BAIIA correspond au résultat net avant la charge d'intérêts (nette), la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat et la dotation aux amortissements.

BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté correspond au résultat net avant la charge d'intérêts (nette), la charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat et la dotation aux amortissements, ajusté en fonction de l'incidence de charges, coûts ou prestations qui, de l'avis de la direction, ne sont pas représentatifs de la performance sous-jacente de nos activités, y compris les coûts de transformation, les autres honoraires, la rémunération fondée sur des actions, la dépréciation d'actifs, le profit ou la perte de change et la participation dans une entreprise associée. Se reporter aux rubriques « Principales informations financières consolidées et mesures sectorielles » et « Principaux résultats trimestriels et mesures de la performance » pour de plus amples renseignements. Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté est une mesure utile de la performance opérationnelle, car il donne une image plus pertinente des résultats d'exploitation en facilitant une comparaison uniforme de notre performance d'une période à l'autre et permet une meilleure compréhension des facteurs et des tendances qui ont une incidence sur nos activités.

BAIIA ajusté en pourcentage des produits ou marge du BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté en pourcentage des produits ou la marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits ou la marge du BAIIA ajusté est une mesure utile pour évaluer la performance, car il facilite une comparaison uniforme de notre performance opérationnelle d'une période à l'autre et permet de mieux comprendre les facteurs et les tendances qui ont une incidence sur nos activités.

Résultat net ajusté. Le résultat net ajusté correspond au résultat net ajusté en fonction de l'incidence de charges, coûts ou prestations qui, de l'avis de la direction, ne sont pas représentatifs de la performance sous-jacente de nos activités, y compris les coûts de transformation, les autres honoraires, la rémunération fondée sur des actions, la dépréciation d'actifs, le profit sur modification de dette, le profit ou la perte de change et la participation dans une entreprise associée. Se reporter aux rubriques « Principales informations financières consolidées et mesures sectorielles » et « Principaux résultats trimestriels et mesures de la performance » pour de plus amples renseignements. Nous sommes d'avis que le résultat net ajusté est une mesure utile de la performance, car il donne une image plus pertinente des résultats, permet une comparaison uniforme de notre performance d'une période à l'autre et favorise la compréhension des facteurs et des tendances qui ont une incidence sur nos activités.

Résultat net ajusté en pourcentage des produits. Le résultat net ajusté en pourcentage des produits correspond au résultat net ajusté divisé par les produits. Nous sommes d'avis que le résultat net ajusté en pourcentage des produits est une mesure utile pour évaluer la performance, car il permet une comparaison uniforme de notre performance opérationnelle d'une période à l'autre et permet de mieux comprendre les facteurs et les tendances qui ont une incidence sur nos activités.

Résultat net ajusté par action après dilution. Le résultat net ajusté par action après dilution s'entend du résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation à la clôture du dernier trimestre clos pour la période concernée. Nous sommes d'avis que le résultat net ajusté par action après dilution est une mesure utile de la performance de la Société.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles représentent les flux de trésorerie nets générés par les activités d'exploitation et les activités d'investissement, déduction faite des remboursements du capital au titre des obligations locatives, des intérêts sur les obligations locatives et des billets à recevoir. Il s'agit d'une mesure clé de la quantité de flux de trésorerie disponibles aux fins du remboursement de la dette, des distributions aux actionnaires, des réinvestissements dans la Société et des autres activités de financement. Notre capacité à générer des flux de trésorerie disponibles est un indicateur de la santé financière de la Société étant donné que nous devons procéder à des dépenses d'investissement pour construire des magasins et les entretenir, ainsi que pour acheter du nouveau matériel afin d'améliorer nos activités et nos infrastructures.

Dépenses d'investissement nettes. Les dépenses d'investissement nettes correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles, aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, au produit de la cession d'immobilisations corporelles et aux incitatifs à la location, présentés dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement. Les dépenses d'investissement nettes sont utilisées par la direction à titre d'indicateur de l'investissement dans la croissance à long terme et la capacité opérationnelle.

Magasins à l'échelle du réseau. Les magasins à l'échelle du réseau représentent le nombre total de magasins, à savoir les magasins appartenant à la Société et les franchises, ouverts dans le réseau à la fin d'une période de présentation de l'information financière donnée. La direction se sert du nombre de magasins appartenant à la Société et de franchises ainsi que du nombre de semaines d'exploitation pour évaluer la croissance des nouveaux magasins, les ventes à l'échelle du réseau, les produits tirés des franchises et la performance des magasins.

Ventes à l'échelle du réseau. Les ventes à l'échelle du réseau correspondent à l'ensemble des ventes au détail des magasins appartenant à la Société, des ventes en ligne ainsi que des ventes au détail des magasins franchisés à leurs clients. Cette mesure permet à la direction d'évaluer les variations des résultats de l'ensemble du réseau de la Société, la santé de sa marque et la force de sa position sur le marché par rapport à celle de ses concurrents. Les ventes à l'échelle du réseau sont attribuables au nombre de magasins à l'échelle du réseau ouverts à une période donnée et à leur croissance respective. Pour préciser, le total des produits ne tient pas compte des ventes au détail des franchisés. Les produits de la Société comprennent les ventes au détail ainsi que les produits des franchises et autres produits, tels qu'ils ont été définis précédemment.

Croissance (diminution) des ventes des magasins comparables. La croissance (diminution) des ventes des magasins comparables correspond à la variation en pourcentage des ventes au détail effectuées par les magasins à l'échelle du réseau, qui sont ouverts depuis au moins 52 semaines, et des ventes en ligne par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les magasins qui sont fermés à des fins de rénovation, d'agrandissement ou de déménagement sont inclus dans la mesure au premier jour d'exploitation si le magasin était ouvert pendant au moins 52 semaines avant sa fermeture. Les magasins acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont exclus de cette mesure pendant au moins 52 semaines à compter de la date d'acquisition. Les principaux indicateurs de la croissance (diminution) des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et des dépenses moyennes par transaction. La croissance (diminution) des ventes des magasins comparables permet à la direction d'avoir une image plus juste de nos activités puisqu'elle distingue la part de la variation des ventes qui est attribuable aux magasins déjà établis de celle qui peut être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins.

Croissance (diminution) des transactions des magasins comparables. La croissance (diminution) des transactions des magasins comparables correspond à la variation en pourcentage du nombre de transactions effectuées dans les magasins à l'échelle du réseau, qui sont ouverts depuis au moins 52 semaines, et des ventes en ligne par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les magasins qui sont fermés à des fins de rénovation, d'agrandissement ou de déménagement sont inclus dans la mesure au premier jour d'exploitation si le magasin était ouvert pendant au moins 52 semaines avant sa fermeture. Les magasins acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont exclus de cette mesure pendant au moins 52 semaines à compter de la date d'acquisition.

Croissance (diminution) des dépenses moyennes par transaction des magasins comparables. La croissance (diminution) des dépenses moyennes par transaction des magasins comparables s'entend des ventes au détail enregistrées par les magasins à l'échelle du réseau, qui sont ouverts depuis au moins 52 semaines, et des ventes en ligne, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, divisées par le nombre de transactions des magasins comparables enregistrées par les magasins à l'échelle du réseau, sauf indication contraire, qui sont ouverts depuis au moins 52 semaines, et de transactions en ligne, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les magasins acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont exclus de cette mesure pendant au moins 52 semaines à compter de la date d'acquisition.

Modifications apportées au cours du cumul 2025

Au cours du T1 2025, une modification a été apportée à la composition des « Mesures non conformes aux IFRS », du « BAIIA ajusté » et du « Résultat net ajusté ». Notamment, les postes « Coûts de transformation des technologies de l'information » et « Coûts de transformation de l'entreprise » ont été combinés en « Coûts de transformation » afin de simplifier la présentation, étant donné que les projets importants sont sujets (et devraient continuer d'être sujets) à une combinaison de coûts de transformation des technologies de l'information et de coûts de transformation de l'entreprise. Les informations comparatives ont été retraitées afin d'être présentées sur cette base, et cette modification n'a eu aucune incidence globale sur ces mesures non conformes aux IFRS.

Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du T2 2025 en comparaison de ceux du T2 2024

Produits. Le total des produits s'est établi à 280,6 M\$ au T2 2025, une augmentation de 15,4 M\$, ou 5,8 %, en regard de 265,2 M\$ au T2 2024. L'augmentation du total des produits découle principalement de la hausse des produits tirés des franchises et autres produits et des ventes au détail, comme il est décrit plus en détail ci-après.

Ventes au détail. Les ventes au détail ont totalisé 101,7 M\$ au T2 2025, une hausse de 1,6 M\$, ou 1,6 %, par rapport à 100,2 M\$ au T2 2024. La hausse des ventes au détail est principalement imputable à la croissance des ventes des magasins comparables et aux ventes au détail attribuables à l'ouverture de nouveaux magasins au cours des 12 derniers mois, facteurs contrebalancés en partie par les magasins refranchisés.

Produits tirés des franchises et autres produits. Les produits tirés des franchises et autres produits se sont chiffrés à 178,9 M\$ au T2 2025, une augmentation de 13,8 M\$, ou 8,4 %, en regard de 165,1 M\$ au T2 2024. L'augmentation des produits tirés des franchises et autres produits découle surtout de la hausse de 12,5 M\$ des ventes de gros et de l'augmentation de 1,9 M\$ des redevances et des produits de sous-location en raison de l'augmentation de la pénétration des ventes de gros et du nombre accru de magasins nouveaux et refranchisés.

Croissance (diminution) des ventes des magasins comparables. La croissance des ventes des magasins comparables s'est chiffrée à 2,6 % au T2 2025 du fait principalement de l'augmentation de 1,8 % des dépenses moyennes par transactions des magasins comparables et de la hausse de 0,8 % de la croissance des transactions des magasins comparables. En comparaison, la croissance des ventes des magasins comparables était stable au T2 2024 et découlait principalement de la hausse de 2,5 % des dépenses moyennes par transaction des magasins comparables, contrebalancée en partie par la diminution de 2,4 % des transactions des magasins comparables.

Profit brut. Le profit brut a augmenté de 5,9 M\$, ou 6,8 %, pour s'établir à 93,6 M\$ au T2 2025, contre 87,7 M\$ au T2 2024. La marge bénéficiaire brute s'est chiffrée à 33,4 % au T2 2025, contre 33,1 % au T2 2024. En excluant le coût lié à la transformation de la chaîne d'approvisionnement de 0,2 % au T2 2025 et de 1,1 % au T2 2024, la marge bénéficiaire brute s'est chiffrée à 33,6 % au T2 2025.

comparativement à 34,2 % au T2 2024, soit une diminution de 0,6 %. La diminution s'explique principalement par i) la hausse des ventes de gros, et ii) la hausse des coûts de distribution, découlant des nouveaux centres de distribution, et d'occupation.

Charges de vente et d'administration. Les charges de vente et d'administration se sont établies à 56,9 M\$ au T2 2025, une augmentation de 3,0 M\$, ou 5,6 %, par rapport à 53,9 M\$ au T2 2024. Les charges de vente et d'administration correspondaient à 20,3 % du total des produits pour le T2 2025 et le T2 2024. L'augmentation de 3,0 M\$ des charges de vente et d'administration s'explique principalement par i) la hausse de la charge de rémunération, ii) la baisse du profit découlant de la vente des actifs des magasins rebranchés et autres coûts de location, et iii) la hausse des charges de marketing et de publicité; le tout contrebalancé en partie par iv) la baisse des dépenses liées à la technologie découlant de l'implémentation d'outils de commerce électronique.

Résultat d'exploitation. Le résultat d'exploitation a augmenté de 3,0 M\$ pour atteindre 36,7 M\$ au T2 2025, comparativement à 33,8 M\$ au T2 2024. L'augmentation du résultat d'exploitation s'explique par les facteurs susmentionnés touchant le profit brut et les charges de vente et d'administration.

Charge d'intérêts nette. La charge d'intérêts nette s'est chiffrée à 7,4 M\$ au T2 2025, une baisse de 1,2 M\$, ou 14,1 %, par rapport à 8,7 M\$ au T2 2024. La baisse s'explique principalement par la diminution de la charge d'intérêts sur la facilité à terme en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt par rapport au T2 2024.

Impôts sur le résultat. Les impôts sur le résultat se sont établis à 8,1 M\$ au T2 2025, contre 7,0 M\$ au T2 2024, une hausse de 1,1 M\$ d'un exercice à l'autre. La hausse des impôts sur le résultat découle principalement de l'augmentation du résultat imposable au T2 2025. Le taux d'imposition effectif a été de 27,1 % au T2 2025, contre 28,2 % au T2 2024. Au T2 2025 et au T2 2024, les taux d'imposition effectifs étaient plus élevés que le taux prévu par la loi combiné de 26,5 % en raison des charges non déductibles.

Résultat net. Le résultat net a augmenté de 4,0 M\$ pour se fixer à 21,8 M\$ au T2 2025, en comparaison de 17,8 M\$ au T2 2024. L'augmentation du résultat net s'explique principalement par l'augmentation du résultat d'exploitation, la diminution de la charge d'intérêts nette et l'augmentation du profit de change, le tout contrebalancé en partie par la hausse des impôts sur le résultat, comme il est décrit ci-dessus.

Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires ordinaires. Le résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires ordinaires a augmenté de 0,06 \$ pour s'établir à 0,31 \$ au T2 2025, contre 0,25 \$ au T2 2024. L'augmentation d'un exercice à l'autre découle principalement de l'augmentation du résultat net, en raison des facteurs susmentionnés, et de la diminution du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation découlant des rachats d'actions.

BAIIA ajusté. Le BIIA ajusté a augmenté de 2,4 M\$, ou 4,2 %, pour s'établir à 60,2 M\$ au T2 2025, par rapport à 57,7 M\$ au T2 2024. L'augmentation s'explique par une hausse de 5,0 M\$ du BIIA et une baisse nette de 2,6 M\$ des ajustements liés au BIIA au T2 2025 par rapport au T2 2024, découlant de la baisse des coûts de transformation et de la hausse du profit de change, le tout contrebalancé en partie par la hausse de la rémunération fondée sur des actions. Le BIIA ajusté en pourcentage des produits a été de 21,4 % et de 21,8 % respectivement au T2 2025 et au T2 2024.

Résultat net ajusté. Le résultat net ajusté a augmenté de 0,3 M\$ pour se chiffrer à 26,2 M\$ au T2 2025, par rapport à 25,9 M\$ au T2 2024. Le résultat net ajusté en pourcentage des produits a été de 9,3 % au T2 2025 et de 9,8 % au T2 2024. L'augmentation s'explique par les variations du résultat net susmentionnées, une baisse nette des ajustements au T2 2025 par rapport au T2 2024 découlant de la baisse des coûts de transformation, qui comprennent les ajustements pour le dédoublement de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation ainsi que de la charge d'intérêts sur les obligations locatives liée aux initiatives de transformation de la chaîne d'approvisionnement et la hausse du profit de change; le tout contrebalancé en partie par la hausse de la rémunération fondée sur des actions.

Résultat net ajusté par action après dilution. Le résultat net ajusté par action après dilution a augmenté de 0,02 \$ pour atteindre 0,38 \$ au T2 2025, par rapport à 0,36 \$ au T2 2024. L'augmentation de 5,6 % d'un exercice à l'autre découle principalement des variations du résultat net ajusté et des facteurs susmentionnés, et de la diminution du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation découlant des rachats d'actions.

Analyse des résultats du cumul 2025 en comparaison de ceux du cumul 2024

Produits. Le total des produits s'est établi à 559,7 M\$ au cumul 2025, en hausse de 33,7 M\$, ou 6,4 %, en regard de 526,0 M\$ au cumul 2024. L'augmentation du total des produits découle principalement de la hausse des produits tirés des franchises et autres produits et des ventes au détail, comme il est décrit plus en détail ci-après.

Ventes au détail. Les ventes au détail ont totalisé 201,5 M\$ au cumul 2025, une hausse de 1,0 M\$, ou 0,5 %, par rapport à 200,5 M\$ au cumul 2024. La hausse des ventes au détail est principalement imputable à la croissance des ventes des magasins comparables et aux ventes au détail attribuables à l'ouverture de nouveaux magasins au cours des 12 derniers mois, facteurs contrebalancés en partie par les magasins refranchisés.

Produits tirés des franchises et autres produits. Les produits tirés des franchises et autres produits se sont chiffrés à 358,3 M\$ au cumul 2025, une augmentation de 32,7 M\$, ou 10,1 %, en regard de 325,5 M\$ au cumul 2024. L'augmentation des produits tirés des franchises et autres produits découle surtout de la hausse de 29,9 M\$ des ventes de gros et de l'augmentation de 4,0 M\$ des produits de sous-location et des redevances en raison surtout de l'augmentation de la pénétration des ventes de gros et du nombre accru de magasins nouveaux et refranchisés.

Croissance (diminution) des ventes des magasins comparables. La croissance des ventes des magasins comparables s'est chiffrée à 2,0 % au cumul 2025 du fait principalement de l'augmentation de 2,2 % des dépenses moyennes par transactions des magasins comparables, contrebalancée en partie par la baisse de 0,2 % des transactions des magasins comparables. En comparaison, la croissance des ventes des magasins comparables était de 0,4 % au cumul 2024 et découlait principalement de la hausse de 2,8 % des dépenses moyennes par transaction des magasins comparables, contrebalancée en partie par la diminution de 2,4 % des transactions des magasins comparables.

Profit brut. Le profit brut a augmenté de 10,7 M\$, ou 6,1 %, pour s'établir à 185,7 M\$ au cumul 2025, contre 175,0 M\$ au cumul 2024. La marge bénéficiaire brute correspond à 33,2 % des produits au cumul 2025, contre 33,3 % au cumul 2024. En excluant le coût lié à la transformation de la chaîne d'approvisionnement de 0,2 % au cumul 2025 et de 1,0 % au cumul 2024, la marge bénéficiaire brute s'est chiffrée à 33,4 % au cumul 2025 comparativement à 34,3 % au cumul 2024, soit une diminution de 0,9 %. La diminution s'explique principalement par i) la hausse des ventes de gros, et ii) la hausse des coûts de distribution, découlant des nouveaux centres de distribution, et d'occupation.

Charges de vente et d'administration. Les charges de vente et d'administration se sont établies à 111,6 M\$ au cumul 2025, une augmentation de 3,6 M\$, ou 3,4 %, par rapport à 107,9 M\$ au cumul 2024. Les charges de vente et d'administration correspondent à 19,9 % et 20,5 % du total des ventes et produits respectivement pour le cumul 2025 et le cumul 2024. L'augmentation de 3,6 M\$ des charges de vente et d'administration s'explique principalement par i) la hausse de la charge de rémunération, ii) la baisse du profit découlant de la vente des actifs des magasins rebranchés et autres coûts de location, iii) la hausse des charges de marketing et de publicité, et iv) la hausse de la dotation aux amortissements attribuable à la croissance des magasins; le tout contrebalancé en partie par v) la baisse des dépenses liées à la technologie découlant de l'implémentation d'outils de commerce électronique.

Résultat d'exploitation. Le résultat d'exploitation a augmenté de 7,0 M\$ pour atteindre 74,1 M\$ au cumul 2025, contre 67,1 M\$ au cumul 2024. L'augmentation du résultat d'exploitation s'explique par les facteurs susmentionnés touchant le profit brut et les charges de vente et d'administration.

Charge d'intérêts nette. La charge d'intérêts nette s'est chiffrée à 14,6 M\$ au cumul 2025, une baisse de 2,6 M\$, ou 15,4 %, par rapport à 17,2 M\$ au cumul 2024. La baisse s'explique principalement par la diminution de la charge d'intérêts sur la facilité à terme en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt par rapport au cumul 2024.

Impôts sur le résultat. Les impôts sur le résultat se sont établis à 16,4 M\$ au cumul 2025, contre 13,8 M\$ au cumul 2024, une hausse de 2,5 M\$ d'un exercice à l'autre. La hausse des impôts sur le résultat découle principalement de l'augmentation du résultat imposable au cumul 2025. Le taux d'imposition effectif a été de 27,3 % au cumul 2025, contre 28,1 % au cumul 2024. Au cumul 2025 et au cumul 2024, les taux d'imposition effectifs étaient plus élevés que le taux prévu par la loi combiné de 26,5 % en raison surtout des charges non déductibles.

Résultat net. Le résultat net a augmenté de 8,2 M\$ pour atteindre 43,6 M\$ au cumul 2025, contre 35,4 M\$ au cumul 2024. L'augmentation du résultat net s'explique principalement par l'augmentation du résultat d'exploitation, la diminution de la charge d'intérêts nette et l'augmentation du profit de change, le tout contrebalancé en partie par la hausse des impôts sur le résultat, comme il est décrit ci-dessus.

Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires ordinaires. Le résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires ordinaires a augmenté de 0,13 \$ pour s'établir à 0,62 \$ au cumul 2025, contre 0,49 \$ au cumul 2024. L'augmentation de 26,5 % d'un exercice à l'autre découle principalement de l'augmentation du résultat net, en raison des facteurs susmentionnés, et de la diminution du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation découlant des rachats d'actions.

BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté a augmenté de 4,6 M\$, ou 4,0 %, pour s'établir à 118,9 M\$ pour le cumul 2025, en comparaison de 114,3 M\$ pour le cumul 2024. L'augmentation s'explique par une hausse de 10,4 M\$ du BAIIA et une baisse nette de 5,8 M\$ des ajustements liés au BAIIA au cumul 2025 par rapport au cumul 2024, découlant de la baisse des coûts de transformation et des autres honoraires et de la hausse du profit de change, le tout contrebalancé en partie par la hausse de la rémunération fondée sur des actions. Le BAIIA ajusté en pourcentage des produits a été respectivement de 21,2 % et 21,7 % pour le cumul 2025 et le cumul 2024.

Résultat net ajusté. Le résultat net ajusté a augmenté de 0,3 M\$ pour atteindre 51,6 M\$ au cumul 2025, contre 51,2 M\$ au cumul 2024. Le résultat net ajusté en pourcentage des produits a été de 9,2 % au cumul 2025 et de 9,7 % au cumul 2024. L'augmentation s'explique par les variations du résultat net susmentionnées, une baisse nette des ajustements au cumul 2025 par rapport au cumul 2024 découlant de la baisse des coûts de transformation, qui comprennent le dédoublement de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation ainsi que de la charge d'intérêts sur les obligations locatives liée aux initiatives de transformation de la chaîne d'approvisionnement, la hausse du profit de change et la baisse des autres honoraires; le tout contrebalancé en partie par la hausse de la rémunération fondée sur des actions.

Résultat net ajusté par action après dilution. Le résultat net ajusté par action après dilution a augmenté de 0,02 \$ pour atteindre 0,73 \$ au cumul 2025, par rapport à 0,71 \$ au cumul 2024. L'augmentation de 2,8 % d'un exercice à l'autre découle principalement des variations du résultat net ajusté et des facteurs susmentionnés, et de la diminution du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation découlant des rachats d'actions.

Total de l'actif

T2 2025 en comparaison de l'exercice 2024

Le total de l'actif s'est élevé à 990,7 M\$ pour le T2 2025, une hausse de 19,8 M\$, ou 2,0 %, par rapport à 970,9 M\$ pour l'exercice 2024. La hausse s'explique principalement par l'augmentation des actifs au titre de droits d'utilisation 23,1 M\$ en raison du nouveau centre de distribution de Calgary, du renouvellement de contrats de location existants, par l'accroissement du nombre de magasins, par la hausse des stocks de 16,0 M\$ visant à soutenir l'élargissement de notre réseau et la pénétration des ventes de gros, par l'augmentation des immobilisations corporelles de 9,3 M\$ liée principalement au nouveau centre de distribution de Calgary et aux améliorations locatives des magasins, le tout contrebalancé en partie par une diminution de la trésorerie de 23,8 M\$ (se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement ») et une diminution de 6,1 M\$ des créances clients et autres débiteurs qui s'explique principalement par le calendrier des montants à recevoir des franchises.

Total des passifs non courants

T2 2025 en comparaison de l'exercice 2024

Le total des passifs non courants se chiffrait à 749,2 M\$ au T2 2025, une augmentation de 58,5 M\$, ou 8,5 %, par rapport à 690,8 M\$ à la fin de l'exercice 2024. La hausse s'explique principalement par une augmentation de la dette à long terme découlant des produits tirés de la facilité renouvelable et une augmentation de 24,7 M\$ des obligations locatives à long terme découlant du nouveau centre de distribution de Calgary, du renouvellement de contrats de location existants et de l'accroissement du nombre de magasins.

Principaux résultats trimestriels et mesures de la performance

Le tableau suivant présente sommairement les principaux résultats d'exploitation de la Société pour les huit derniers trimestres (les données sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire). Les résultats trimestriels non audités, compte non tenu d'autres mesures de performance, ont été préparés selon les Normes IFRS de comptabilité. En raison du caractère saisonnier, les résultats d'exploitation pour un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation de l'exercice. En général, les volumes sont plus élevés au quatrième trimestre, qui est la période des Fêtes. De plus, la performance trimestrielle peut subir l'incidence du calendrier des Fêtes et des variations importantes des conditions météorologiques.

	Exercice 2025			Exercice 2024			Exercice 2023	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	13	13	13	13	13	13	13	13
	semaines	semaines	semaines	semaines	semaines	semaines	semaines	semaines
Mesures conformes aux IFRS								
Produits	280 647 \$	279 087 \$	295 149 \$	276 030 \$	265 228 \$	260 786 \$	286 908 \$	262 294 \$
Profit brut	93 642 \$	92 055 \$	100 216 \$	89 379 \$	87 693 \$	87 351 \$	98 501 \$	87 317 \$
Marge bénéficiaire brute	33,4 %	33,0 %	34,0 %	32,4 %	33,1 %	33,5 %	34,3 %	33,3 %
Résultat d'exploitation	36 748 \$	37 372 \$	47 872 \$	40 356 \$	33 796 \$	33 299 \$	48 265 \$	37 370 \$
Résultat net	21 810 \$	21 762 \$	28 905 \$	23 158 \$	17 839 \$	17 518 \$	28 765 \$	17 976 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	69 242	70 592	71 334	71 679	71 495	71 464	71 464	71 464
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après dilution (en milliers)	69 856	71 056	71 858	72 423	72 461	72 514	72 296	72 138
Résultat net par action attribuable aux actionnaires ordinaires – de base	0,31 \$	0,31 \$	0,41 \$	0,32 \$	0,25 \$	0,25 \$	0,40 \$	0,25 \$
Résultat net par action attribuable aux actionnaires ordinaires – dilué	0,31 \$	0,31 \$	0,40 \$	0,32 \$	0,25 \$	0,24 \$	0,40 \$	0,25 \$
Mesures non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires								
Ventes à l'échelle du réseau	369 894 \$	366 119 \$	388 094 \$	358 195 \$	353 692 \$	352 881 \$	379 013 \$	357 153 \$
Magasins à l'échelle du réseau	833	830	824	805	799	794	783	766
Croissance (diminution) des ventes des magasins comparables	2,6 %	1,4 %	(0,2) %	(2,5) %	0,0 %	0,8 %	1,9 %	4,2 %
BAIIA	55 040 \$	54 388 \$	63 391 \$	56 987 \$	50 001 \$	49 021 \$	63 520 \$	48 151 \$
BAIIA ajusté	60 175 \$	58 738 \$	68 173 \$	64 599 \$	57 731 \$	56 580 \$	71 256 \$	57 167 \$
Résultat net ajusté	26 208 \$	25 354 \$	32 183 \$	29 929 \$	25 881 \$	25 334 \$	39 096 \$	28 222 \$
Résultat net ajusté par action après dilution	0,38 \$	0,36 \$	0,45 \$	0,41 \$	0,36 \$	0,35 \$	0,54 \$	0,39 \$

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net et du BAIIA et du BAIIA ajusté pour les périodes indiquées (en milliers, sauf indication contraire) :

Exercice 2025		Exercice 2024				Exercice 2023	
T1		T4	T3	T2	T1	T4	T3
13 semaines		13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines
Rapprochement du résultat net et du BAIIA ajusté							
Résultat net	21 762 \$	28 905 \$	23 158 \$	17 839 \$	17 518 \$	28 765 \$	17 976 \$
Amortissements	17 255	16 784	16 531	16 479	16 119	14 999	14 187
Charge d'intérêts nette	7 132	6 552	8 326	8 670	8 555	8 456	8 128
Charge d'impôts sur le résultat	8 239	11 150	8 972	7 013	6 829	11 300	7 860
BAIIA	54 388	63 391	56 987	50 001	49 021	63 520	48 151
Ajustements au BAIIA :							
Coûts de transformation ¹	1 435	2 376	5 324	5 345	3 637	4 901	4 418
Autres honoraires ²	18	221	239	302	456	225	167
Rémunération fondée sur des actions ³	2 658	176	2 149	1 809	3 069	2 866	1 025
Dépréciation d'actifs ⁴	—	744	—	—	—	—	—
Perte (profit) de change ⁵	239	1 265	(100)	274	397	(256)	246
Participation dans une entreprise associée ⁶	—	—	—	—	—	—	3 160
BAIIA ajusté	58 738 \$	68 173 \$	64 599 \$	57 731 \$	56 580 \$	71 256 \$	57 167 \$

Notes :

- ¹⁾ Correspondent aux coûts d'implémentation de nouveaux systèmes informatiques fondés sur des projets distincts et de logiciels services au titre des initiatives de transformation à l'appui du commerce électronique et des capacités omnicanaux, de la planification des marchandises, de la gestion des relations clients et d'autres processus clés. Représentent également les charges associées aux initiatives de transformation de la chaîne d'approvisionnement (exercice 2025, exercice 2024 et exercice 2023) et de la marchandise (exercice 2025 et exercice 2024), comme le dédoublement des coûts d'entreposage et de distribution, les coûts d'implémentation des nouveaux systèmes informatiques et les autres coûts de transition engagés pendant la transition vers un nouveau centre de distribution. À compter du T3 2023, cela comprend également le dédoublement de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation, et la charge d'intérêts sur les obligations locatives. En outre, au T4 2023, les coûts de transformation comprenaient des indemnités à la cessation d'emploi d'un montant de 0,8 M\$ liées à des activités de restructuration dans certaines fonctions de soutien de l'entreprise, au T2 2024, des charges de 0,2 M\$ étaient liées aux autres initiatives de transformation, au T3 2024 et T4 2024, des charges de respectivement 1,1 M\$ et 0,9 M\$ majoritairement étaient liées à la réorganisation de l'équipe de haute direction.
- ²⁾ Correspondent aux honoraires essentiellement engagés en lien avec ce qui suit : i) l'examen par l'ARC des déclarations de revenus canadiennes de la Société dont il est question à la rubrique « Impôts sur le résultat »; et ii) les honoraires engagés en lien avec le reclassement de 2024.
- ³⁾ Correspond à la rémunération fondée sur des actions en lien avec notre régime d'options sur actions modifié et retraité, notre régime incitatif à long terme et notre régime d'unités d'actions différées.
- ⁴⁾ Correspond à la charge de dépréciation hors trésorerie majoritairement liée aux actifs au titre de droits d'utilisation et à certains autres actifs relativement aux magasins détenus par la Société.
- ⁵⁾ Correspond aux profits et pertes de change.
- ⁶⁾ Correspond à la quote-part revenant à la Société du profit ou de la perte de l'entreprise associée, y compris les pertes de valeur et tout profit ou toute perte sur la juste valeur de l'option d'achat connexe.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du résultat net et du résultat net ajusté pour les périodes indiquées (en milliers, sauf indication contraire) :

Exercice 2025		Exercice 2024				Exercice 2023	
T1		T4	T3	T2	T1	T4	T3
13 semaines		13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines
Rapprochement du résultat net et du résultat net ajusté							
Résultat net	21 762 \$	28 905 \$	23 158 \$	17 839 \$	17 518 \$	28 765 \$	17 976 \$
Ajustements au résultat net :							
Coûts de transformation ¹	1 643	2 496	6 358	7 982	6 288	10 422	7 998
Autres honoraires ²	18	221	239	302	456	225	167
Rémunération fondée sur des actions ³	2 658	176	2 149	1 809	3 069	2 866	1 025
Dépréciation d'actifs ⁴	—	744	—	—	—	—	—
Profit sur modification de dette ⁵	—	(1 019)	—	—	—	—	—
Perte (profit) de change ⁶	239	1 265	(100)	274	397	(256)	246
Participation dans une entreprise associée ⁷	—	—	—	—	—	—	3 160
Incidence fiscale des ajustements au résultat net	(966)	(605)	(1 875)	(2 325)	(2 394)	(2 926)	(2 350)
Résultat net ajusté	25 354 \$	32 183 \$	29 929 \$	25 881 \$	25 334 \$	39 096 \$	28 222 \$

Notes :

- 1) Correspondent aux coûts d'implémentation de nouveaux systèmes informatiques fondés sur des projets distincts et de logiciels services au titre des initiatives de transformation à l'appui du commerce électronique et des capacités omnicanaux, de la planification des marchandises, de la gestion des relations clients et d'autres processus clés. Représentent également les charges associées aux initiatives de transformation de la chaîne d'approvisionnement (exercice 2025, exercice 2024 et exercice 2023) et de la marchandise (exercice 2025 et exercice 2024), comme le dédoublement des coûts d'entreposage et de distribution, les coûts d'implémentation des nouveaux systèmes informatiques et les autres coûts de transition engagés pendant la transition vers un nouveau centre de distribution. À compter du T3 2023, cela comprend également le dédoublement de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation, et la charge d'intérêts sur les obligations locatives. En outre, au T4 2023, les coûts de transformation comprenaient des indemnités à la cessation d'emploi d'un montant de 0,8 M\$ liées à des activités de restructuration dans certaines fonctions de soutien de l'entreprise, au T2 2024, des charges de 0,2 M\$ étaient liées aux autres initiatives de transformation, au T3 2024 et T4 2024, des charges de respectivement 1,1 M\$ et 0,9 M\$ majoritairement étaient liées à la réorganisation de l'équipe de haute direction.
- 2) Correspondent aux honoraires essentiellement engagés en lien avec ce qui suit : i) l'examen par l'ARC des déclarations de revenus canadiennes de la Société dont il est question à la rubrique « Impôts sur le résultat »; et ii) les honoraires engagés en lien avec le reclassement de 2024.
- 3) Correspond à la rémunération fondée sur des actions en lien avec notre régime d'options sur actions modifié et retraité, notre régime incitatif à long terme et notre régime d'unités d'actions différées.
- 4) Correspond à la charge de dépréciation hors trésorerie majoritairement liée aux actifs au titre de droits d'utilisation et à certains autres actifs relativement aux magasins détenus par la Société.
- 5) Correspond au profit sur modification de dette comptabilisé dans les charges d'intérêts nettes par suite de la troisième modification apportée à la facilité de crédit réalisée le 31 octobre 2024.
- 6) Correspond aux profits et pertes de change.
- 7) Correspond à la quote-part revenant à la Société du profit ou de la perte de l'entreprise associée, y compris les pertes de valeur et tout profit ou toute perte sur la juste valeur de l'option d'achat connexe.

Situation de trésorerie et sources de financement

Aperçu

Nos principales sources de trésorerie et de financement sont la trésorerie générée par les activités d'exploitation et les emprunts sur notre facilité de crédit. Nous utilisons principalement les fonds pour satisfaire aux obligations au titre des charges d'exploitation, du fonds de roulement, des dépenses d'investissement et du service de la dette.

À la fin du T2 2025, les liquidités disponibles s'établissaient à environ 149,1 M\$, en comparaison de 210,1 M\$ à la fin de l'exercice 2024, et comprenaient ce qui suit :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie de 11,4 M\$, en comparaison de 35,1 M\$ à la fin de l'exercice 2024;
- Un montant de 137,7 M\$ pouvant être emprunté en vertu de la facilité de crédit renouvelable, en comparaison de 175,0 M\$ à la fin de l'exercice 2024.

Nous croyons que la trésorerie et les équivalents de trésorerie combinés aux flux de trésorerie qui devraient provenir des activités d'exploitation, ainsi que les liquidités disponibles sur les facilités de crédit suffiront pour financer les activités poursuivies pour au moins les 12 prochains mois, y compris les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, le service de la dette et les rendements pour les actionnaires. En outre, nous sommes d'avis que la structure de notre capital nous procure une importante souplesse financière pour mettre en œuvre nos stratégies de croissance et procurer des rendements aux actionnaires, y compris par la voie de rachats d'actions ordinaires et d'augmentations, s'il y a lieu, à notre politique de dividendes cibles. Toutefois, notre capacité de satisfaire aux obligations au titre des charges d'exploitation, des dépenses d'investissement, du service de la dette futur, des stratégies de croissance et des rendements aux actionnaires dépendra, notamment, de notre performance opérationnelle future, qui sera touchée par la conjoncture économique générale, les conditions financières et d'autres facteurs, dont des facteurs qui sont hors de notre contrôle. Voir les rubriques « Facteurs de risque » et « Sommaire des facteurs ayant une incidence sur la performance » du présent rapport de gestion.

Facilités de crédit

Entente de crédit

Aux termes de la facilité renouvelable, des lettres de crédit de soutien d'au plus 20,0 M\$ pourraient être mises à la disposition de la Société en dollars canadiens ou américains. Au T2 2025, l'encours de la lettre de crédit de la Société s'élevait à 5,3 M\$ (néant à l'exercice 2024). Après la clôture du T2 2025, la Société a conclu une lettre de crédit de soutien supplémentaire de 14,5 M\$. Les lettres de crédit de soutien ont été mises à la disposition de la Société afin de régler les questions relatives à l'impôt sur le revenu avec l'Agence du revenu du Canada (« ARC »). Se reporter à la rubrique « Impôts sur le résultat » du présent rapport de gestion.

À la fin du T2 2025, l'encours de la facilité à terme et de la facilité de crédit renouvelable de la Société (collectivement, les « facilités de crédit ») était de respectivement 282,6 M\$ et 32,0 M\$. Les emprunts sur les facilités de crédit porteront intérêt, selon le type d'emprunt, à un taux variable à court

terme en fonction d'un taux de référence (le taux CORRA, le taux de base américain, le taux préférentiel canadien ou le taux SOFR, selon le cas) majoré d'une marge annuelle selon le ratio d'endettement total net de la Société. À la fin du T2 2025, les facilités de crédit portaient intérêt à un taux effectif de 4,50 % (7,27 % pour le T2 2024).

Les obligations en vertu des facilités de crédit sont garanties inconditionnellement par la Société et par une charge sur la presque totalité de ses immeubles et actifs.

L'entente de crédit de la Société comprend des clauses restrictives habituelles quant aux engagements de faire ou de ne pas faire pour les facilités de crédit de cette nature, sous réserve de quelques exceptions. L'entente de crédit comprend également certaines clauses restrictives financières à respecter pendant la durée des facilités de crédit. Pour le T2 2025, la Société respectait toutes les clauses restrictives, et rien n'indiquait qu'elle aurait de la difficulté à les respecter au cours des 12 prochains mois.

Coûts de financement différés

En lien avec l'entente de crédit de la Société et les modifications ultérieures, des coûts de financement différés s'élevant à 7,6 M\$ ont été engagés. Le total des coûts de financement différés non amortis s'élevait à 3,2 M\$ à la fin du T2 2025 et est amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ces montants sont compris dans les charges d'intérêts.

Flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

	Trimestres clos les		Cumul jusqu'aux	
	28 juin 2025	29 juin 2024	28 juin 2025	29 juin 2024
	13 semaines	13 semaines	26 semaines	26 semaines
Trésorerie nette provenant des activités d'exploitation	52 525 \$	31 756 \$	89 138 \$	76 640 \$
Trésorerie nette affectée aux activités de financement	(76 832)	(46 635)	(113 369)	(78 295)
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement	(1 554)	(2 055)	299	(2 252)
Effet des fluctuations du taux de change	350	(129)	167	(450)
Diminution nette de la trésorerie	(25 511) \$	(17 063) \$	(23 765) \$	(4 357) \$

Analyse des flux de trésorerie pour le T2 2025 et le cumul 2025

Trésorerie nette provenant des activités d'exploitation

Pour le T2 2025, la trésorerie nette provenant des activités d'exploitation a totalisé 52,5 M\$, une hausse de 20,8 M\$ par rapport à 31,8 M\$ au T2 2024. La hausse s'explique par une variation nette de 10,6 M\$ du fonds de roulement d'exploitation découlant de i) la baisse des charges payées d'avance en lien avec le calendrier des paiements, ii) la hausse des créditeurs et charges à payer en raison du calendrier des paiements et la hausse des créditeurs autres que des fournisseurs; le tout contrebalancé en partie par iii) la hausse des stocks en raison du calendrier des achats et une utilisation accrue de la capacité de distribution visant à soutenir la croissance de la pénétration des magasins et des ventes de gros. La hausse restante est attribuable à une augmentation du résultat net de 7,5 M\$ (ajusté en fonction des éléments hors trésorerie) et à la baisse de 2,7 M\$ des paiements d'impôts.

Pour le cumul 2025, la trésorerie nette provenant des activités d'exploitation a totalisé 89,1 M\$, une augmentation de 12,5 M\$ par rapport à 76,6 M\$ au cumul 2024. La hausse s'explique par une augmentation de 12,6 M\$ du résultat net (ajusté en fonction des éléments hors trésorerie), contrebalancée en partie par une variation combinée nette de 0,1 M\$ du fonds de roulement d'exploitation découlant de i) la baisse des créditeurs et charges à payer en raison du calendrier des paiements pour les créditeurs autres que des fournisseurs contrebalancée en partie par la hausse des fournisseurs, ii) la hausse des stocks en raison du calendrier des achats et une utilisation accrue de la capacité de distribution visant à soutenir la croissance de la pénétration des magasins et des ventes de gros; le tout contrebalancé en partie par iii) la baisse des débiteurs attribuable à la facturation des franchisés et aux créances clients en raison du calendrier des paiements.

Trésorerie nette affectée aux activités de financement

Pour le T2 2025, la trésorerie nette affectée aux activités de financement a totalisé 76,8 M\$, en comparaison de 46,6 M\$ pour le T2 2024. L'augmentation est principalement attribuable i) aux actions rachetées à des fins d'annulation, ii) à la hausse des remboursements de capital et des versements d'intérêts au titre des obligations locatives en raison de l'élargissement du réseau de magasins; le tout contrebalancé en partie par iii) les produits nets tirés de la facilité renouvelable, iv) l'absence de remboursement de capital trimestriel sur la facilité à terme à la période considérée découlant des modifications apportées à l'entente de crédit, et v) des paiements d'intérêts moins élevés sur la facilité à terme en raison principalement de la baisse des taux d'intérêt par rapport au T2 2024.

Pour le cumul 2025, la trésorerie nette affectée aux activités de financement a totalisé 113,4 M\$, en comparaison de 78,3 M\$ pour le cumul 2024. L'augmentation est principalement attribuable i) aux actions rachetées à des fins d'annulation, ii) à la hausse des remboursements de capital et des versements d'intérêts au titre des obligations locatives en raison de l'élargissement du réseau de magasins; le tout contrebalancé en partie par iii) les produits nets tirés de la facilité renouvelable, iv) l'absence de remboursement de capital trimestriel sur la facilité à terme à la période considérée découlant des modifications apportées à l'entente de crédit, v) des paiements d'intérêts moins élevés sur la facilité à terme en raison principalement de la baisse des taux d'intérêt par rapport au cumul 2024, et vi) les produits tirés de l'exercice d'options sur actions.

Trésorerie nette liée aux activités d'investissement

Pour le T2 2025, la trésorerie nette affectée aux activités d'investissement a totalisé 1,6 M\$, en comparaison de 2,1 M\$ au T2 2024. La diminution est principalement attribuable i) à la hausse des sommes perçues au titre des paiements de capital sur les créances locatives, ii) à la diminution de 0,6 M\$ des dépenses d'investissement nettes¹, en raison de la baisse des dépenses liées à l'élargissement du réseau de magasins et de la baisse du produit à la cession d'immobilisations corporelles dans le cadre de la vente de magasins détenus par la Société à des franchisés; le tout contrebalancé en partie par iii) le rachat de franchises.

¹) Les dépenses d'investissement nettes au T2 2025 et au cumul 2025 sont respectivement de 11,9 M\$ et 22,1 M\$ (respectivement 12,5 M\$ et 23,6 M\$ pour le T2 2024 et le cumul 2024). Les dépenses d'investissement nettes sont une mesure non conforme aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas déterminées conformément aux IFRS et n'ont pas de signification normalisée prescrite; il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures financières semblables utilisées par d'autres entités. Se reporter à la rubrique « Comment nous évaluons la performance de notre entreprise » pour la définition des dépenses d'investissement nettes.

Pour le cumul 2025, la trésorerie nette liée aux activités d'investissement a totalisé 0,3 M\$, en comparaison de 2,3 M\$ au cumul 2024. Cette augmentation est principalement attribuable i) à la hausse des sommes perçues au titre des paiements de capital sur les créances locatives, et ii) à la diminution de 1,5 M\$ des dépenses d'investissement nettes, en raison de la baisse des dépenses liées à l'élargissement du réseau de magasins et au ralentissement des travaux en cours aux nouveaux centres de distribution et de la baisse du produit à la cession d'immobilisations corporelles dans le cadre de la vente de magasins détenus par la Société à des franchisés; le tout contrebalancé en partie par iii) le rachat de franchises.

Flux de trésorerie disponibles

Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie disponibles pour les périodes indiquées (en milliers, sauf indication contraire) :

	Trimestres clos les		Cumul jusqu'aux	
	28 juin 2025	29 juin 2024	28 juin 2025	29 juin 2024
	13 semaines	13 semaines	26 semaines	26 semaines
Trésorerie provenant des activités d'exploitation	52 525 \$	31 756 \$	89 138 \$	76 640 \$
Trésorerie liée aux activités d'investissement	(1 554)	(2 055)	299	(2 252)
Remboursement du capital au titre des obligations locatives	(17 714)	(15 944)	(34 871)	(31 567)
Intérêts payés sur les obligations locatives	(5 958)	(5 857)	(11 859)	(11 629)
Billets à recevoir	(151)	(194)	(258)	(351)
Flux de trésorerie disponibles	27 148 \$	7 706 \$	42 449 \$	30 841 \$

Analyse des flux de trésorerie disponibles pour le T2 2025 et le cumul 2025

Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 27,1 M\$ au T2 2025, en comparaison de 7,7 M\$ au T2 2024, une hausse de 19,4 M\$ attribuable surtout à une hausse de la trésorerie provenant des activités d'exploitation et à une baisse de la trésorerie affectée aux activités d'investissement; le tout contrebalancé en partie par une hausse des remboursements de capital au titre des obligations et des intérêts payés sur les obligations locatives imputable à l'agrandissement du réseau de magasins.

Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 42,2 M\$ au cumul 2025, en comparaison de 30,8 M\$ au cumul 2024, une hausse de 11,6 M\$ attribuable surtout à une hausse de la trésorerie provenant des activités d'exploitation et à une baisse de la trésorerie affectée aux activités d'investissement; le tout contrebalancé en partie par une hausse des remboursements au titre du capital et des intérêts payés sur les obligations locatives imputable à l'agrandissement du réseau de magasins.

Obligations contractuelles, garanties et éventualités

Le tableau ci-après présente les montants non actualisés des obligations et des engagements contractuels importants venant à échéance à la fin du T2 2025 :

	Exercice 2025	Exercice 2026	Exercice 2027	Exercice 2028	Fiscal 2029	Par la suite	Total
Créditeurs et charges à payer	102 309 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	102 309 \$
Obligations locatives	49 831	93 989	85 000	70 417	70 761	230 195	600 193
Dette à long terme	—	—	—	—	282 625	—	282 625
Obligations d'achats ¹⁾	3 231	6 959	6 175	4 786	2 575	533	24 259
Total des obligations contractuelles	155 371 \$	100 948 \$	91 175 \$	75 203 \$	355 961 \$	230 728 \$	1 009 386 \$

Note :

¹⁾ Représentent les obligations d'achats pour obtenir de l'équipement pour les nouveaux centres de distribution du Grand Vancouver, et certains engagements importants concernant des ententes de services lorsque le contrat prévoit des modalités importantes, notamment des prix ou des paiements fixes ou minimums, et des provisions pour paiement à la résiliation de services sans motif valable. Ces obligations sont des estimations d'engagements financiers au titre de ces ententes, et le paiement réel pourrait varier. Ces obligations d'achats ne comprennent pas les bons de commande émis ou les ententes conclues dans le cours normal des activités, qui visent uniquement des biens destinés à la revente, ni les contrats pouvant être résiliés sans préavis ou dont le coût ou la responsabilité est relativement négligeable pour la Société.

Lettres de confort de la banque

La Société a fourni des lettres de confort à quelques institutions financières qui en ont fait la demande lorsque ces dernières fournissent un financement à de nouveaux franchisés. Dans les lettres de confort, la Société a convenu que, pendant trois ans à compter de la date de la lettre, si la banque devait recourir à sa garantie, y compris sur les stocks détenus par le franchisé, la Société rachèterait les stocks précédemment vendus au franchisé avec un rabais de 15 %, à condition que ces stocks puissent être vendus par la banque à la Société libres et quittes de tout privilège, charge et engagement ou droit d'autrui.

La Société a pour pratique d'exercer ses droits aux termes de l'entente de franchise avant que le franchisé ne soit en défaillance en vertu de son accord de financement, de sorte que le risque associé à l'obligation de racheter des stocks selon ces lettres de confort est considéré comme faible. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers consolidés ci-joints.

Litiges

À l'occasion, la Société peut être citée à titre de défenderesse dans le cadre d'actions en justice survenant dans le cours normal de ses activités. Même s'il n'est pas possible d'estimer le montant des sanctions qui pourraient découler d'actions en justice, la Société est d'avis que ces sanctions n'auront vraisemblablement pas d'incidence négative importante sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou ses liquidités.

Impôts sur le résultat

La Société fait l'objet de vérifications régulières par l'ARC des positions prises dans ses déclarations fiscales. En septembre 2023, l'ARC a établi une nouvelle cotisation à l'égard de la Société représentant des impôts additionnels et des intérêts d'environ 6,0 M\$ pour l'année d'imposition de 2018 de

la Société, au motif que certaines charges d'intérêts engagées au cours de cette année n'étaient pas déductibles (la « nouvelle cotisation de 2018 »). En avril 2024, la Société a reçu des lettres de proposition de l'ARC proposant de refuser la déduction de certaines charges d'intérêts engagées par la Société au cours des années d'imposition 2019 et 2020 pour les mêmes motifs que ceux de la nouvelle cotisation de 2018. En juin 2024, l'ARC a établi une nouvelle cotisation à l'égard de la Société représentant des impôts additionnels d'environ 6,4 M\$ pour l'année d'imposition de 2019 de la Société (la « nouvelle cotisation de 2019 »). En janvier 2025, la Société a reçu une autre proposition de l'ARC dans le cadre de laquelle elle prévoit établir une nouvelle cotisation à la Société et refuser la déduction de certains dividendes intersociétés pour les années d'imposition 2016, 2017 et 2018. La proposition de janvier 2025 indique que l'ARC n'ira pas de l'avant avec la proposition d'avril 2024 de refuser la déduction des charges d'intérêts engagées au cours de l'année d'imposition 2020. En mars 2025, l'ARC a établi une nouvelle cotisation à l'égard de la Société représentant des impôts additionnels et des intérêts d'environ 18,4 M\$, comme le prévoyait la proposition de janvier 2025 (les « nouvelles cotisations de 2016 à 2018 »). La Société a déposé des avis d'opposition à la nouvelle cotisation de 2018, à la nouvelle cotisation de 2019 et aux nouvelles cotisations de 2016 à 2018, et a l'intention de contester vigoureusement ces nouvelles cotisations. La Société et ses conseillers fiscaux croient que les positions prises dans ses déclarations fiscales sont appropriées. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers intermédiaires à l'égard de la nouvelle cotisation de 2018, de la nouvelle cotisation de 2019, ou des nouvelles cotisations de 2016 à 2018. La Société a des lettres de crédit de soutien en cours en lien avec les avis d'opposition à la nouvelle cotisation de 2019 et aux nouvelles cotisations de 2016 à 2018. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Données sur les actions

Le capital-actions autorisé de la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir des dividendes de la manière dont ils sont déclarés de temps à autre par le conseil d'administration. Les actionnaires ont droit à un vote par action ordinaire aux assemblées des actionnaires de la Société.

Les actions privilégiées de chaque série qui sont émises auront, à l'égard du versement de dividendes, priorité de rang sur les actions ordinaires. Sous réserve des restrictions ou des droits particuliers rattachés à toute série d'actions privilégiées émises à l'occasion, les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la Société.

Au cours du cumul 2025, et dans le cadre de l'OPRCNA de 2024 et du rachat d'actions, la Société a racheté à des fins d'annulation un total de 2 785 996 actions ordinaires, pour une contrepartie en espèces totale de 78,0 M\$.

Au 4 août 2025, il y avait 68 224 704 actions ordinaires émises et en circulation, ainsi que 2 872 433 options sur actions en cours, chacune étant exerçable contre une action ordinaire.

Se reporter à la rubrique « Description du capital-actions » de la notice annuelle pour de plus amples renseignements sur les droits, privilèges et restrictions rattachés aux actions ordinaires.

Dividendes

Sous réserve des résultats financiers, des exigences en matière de capital, des flux de trésorerie à la disposition de la Société, du besoin de mobiliser des capitaux pour financer les activités courantes et d'autres facteurs que le conseil d'administration peut estimer pertinents, le conseil d'administration entend déclarer un dividende en espèces trimestriel. Il est prévu que les futurs dividendes en espèces seront versés aux actionnaires ordinaires inscrits à une date qui sera établie par le conseil d'administration. Le versement, le montant et le calendrier réels des dividendes ne sont pas garantis et sont soumis à l'appréciation du conseil d'administration. Voir la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion.

Au cours du cumul 2025, la Société a versé des dividendes de 16,6 M\$ aux porteurs d'actions ordinaires, soit 0,24 \$ par action ordinaire (15,7 M\$ ou 0,22 \$ par action ordinaire pour le cumul 2024).

Jugements et estimations comptables critiques

Les jugements et estimations comptables critiques tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés audités de la Société et les notes annexes de l'exercice 2024 ont été appliqués de manière uniforme lors de la préparation du présent rapport de gestion.

Facteurs de risque

Pour une description détaillée des facteurs de risque pour la Société, veuillez vous reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société accessible sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

En raison de ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers, soit le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. Le programme de gestion du risque global de la Société et ses pratiques d'affaires cherchent à réduire au minimum les incidences défavorables potentielles sur la performance financière consolidée de la Société. L'équipe de haute direction est responsable de la gestion du risque conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration de la Société.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change lié à certains de ses achats. Notamment, la Société achète des articles en dollars américains. Les stocks achetés à l'extérieur du Canada et principalement libellés en dollars américains représentaient environ 22 % pour une période de 12 mois à la fin du T2 2025.

La Société est également exposée au risque de change lié aux actifs financiers et passifs financiers libellés en devises. Ces actifs et passifs sont à court terme et la direction considère qu'ils ne représentent pas un risque important pour la Société. En raison de la réévaluation de ces actifs et passifs financiers, une variation de cinq points de pourcentage du dollar canadien par rapport au dollar américain, en supposant que les autres variables demeurent constantes, aurait modifié le résultat avant impôts sur le résultat pour le cumul 2025 de 0,3 M\$ (0,5 M\$ pour le cumul 2024) en raison de la réévaluation de ces actifs et passifs financiers.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La facilité à terme porte intérêt à des taux variables. Les variations des taux variables à court terme peuvent faire fluctuer les paiements d'intérêts et les flux de trésorerie.

Une variation d'un point de pourcentage du taux d'intérêt applicable à l'entente de crédit compte tenu de l'encours de la dette pour le cumul 2025 aurait eu une incidence sur le résultat avant impôts pour le cumul 2025 de 1,6 M\$ (1,4 M\$ pour le cumul 2024).

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque d'une perte financière pour la Société, si un client ou toute autre contrepartie à un instrument financier ne respecte pas ses obligations contractuelles. Le risque est lié principalement à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux créances clients et autres débiteurs et aux créances locatives de la Société. Le risque relatif à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est atténué par le fait que les dépôts de la Société sont effectués auprès d'institutions financières de grande qualité. La Société a des créances à recevoir de ses fournisseurs et des exploitants de franchise de la Société. Le risque de crédit lié aux créances des fournisseurs est géré par le fait que la Société a la capacité de compenser les montants à recevoir des fournisseurs par les montants à leur payer. La gestion du risque de crédit au titre des créances clients et des créances locatives des franchisés de la Société est assurée par des modalités de règlement à court terme à l'égard de ces créances. En outre, avant d'accorder une franchise, la Société effectue un processus de vérification rigoureux qui exige que le franchisé dispose d'un financement suffisant.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance. La Société atténue le risque de liquidité en gérant le fonds de roulement et les flux de trésorerie, et en conservant différentes sources de financement, y compris la dette bancaire et les contrats de location-financement. Un accès adéquat au crédit est maintenu sur la composante emprunt d'exploitation de la facilité de crédit de la Société afin de minimiser ce risque. Les fournisseurs et autres créanciers de la Société viennent tous à échéance dans les 12 mois suivant chaque période de présentation de l'information.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières est recueillie, traitée, résumée et communiquée dans les délais prescrits par ces lois, et comprennent des contrôles et des procédures conçus pour fournir l'assurance que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents ou autres rapports transmis est recueillie puis communiquée à la direction de la Société, y compris les responsables des attestations de la Société, notamment le chef de la direction et le chef des finances, afin que les décisions soient prises en temps opportun en ce qui a trait à la

communication de l'information. Une évaluation de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, tels qu'ils sont définis dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (« Règlement 52-109 »), a été menée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances et avec la participation de la direction de la Société. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception de ces contrôles était efficace au 28 juin 2025.

La Société maintient également un système de contrôles internes sur l'information financière conçu sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances de la Société afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Conformément aux exigences du Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef des finances se sont appuyés sur les critères établis dans le cadre (publié en 2013) par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») pour faire évaluer l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis dans le Règlement 52-109, étaient efficaces au 28 juin 2025.

Événements postérieurs à la date de clôture

Le 4 août 2025, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende de 0,12 \$ par action ordinaire payable le 15 septembre 2025 aux porteurs d'actions ordinaires inscrits à la fermeture des bureaux le 29 août 2025.

Le 4 août 2025, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé à l'unanimité la recommandation du chef de la direction, Richard Maltsbarger, visant à mettre en œuvre un plan de relève des membres de la haute direction. Greg Ramier, président et chef de l'exploitation actuel de la Société, succédera à M. Maltsbarger au poste de chef de la direction et sera nommé au conseil d'administration de la Société avec prise d'effet le 21 septembre 2025. M. Maltsbarger continuera d'exercer ses fonctions de chef de la direction jusqu'au 21 septembre 2025 et deviendra ensuite conseiller principal afin d'aider à la transition à la direction jusqu'à son départ à la retraite le 4 avril 2026. M. Maltsbarger demeurera également membre du conseil d'administration de Pet Valu jusqu'à la date de sa retraite.

Perspectives

L'exercice 2025 comptera 53 semaines pour Pet Valu, comparativement à l'exercice 2024 qui comptait 52 semaines. Compte tenu de la performance du cumul 2025 et des conditions du marché, ainsi que de l'incidence de la 53^e semaine de l'exercice 2025, la Société prévoit ce qui suit :

- des produits entre 1,18 G\$ et 1,21 G\$, soutenus par l'ouverture d'environ 40 nouveaux magasins, une croissance des ventes des magasins comparables allant de 1 % à 4 % et une pénétration accrue des ventes de gros;
- un BAIIA ajusté entre 257 M\$ et 262 M\$, compte tenu du maintien des investissements dans le prix et la normalisation des charges d'exploitation;
- un résultat net ajusté par action après dilution entre 1,63 \$ et 1,68 \$, qui comprend un montant d'environ 12 M\$ avant impôts, ou 0,12 \$ par action après dilution, découlant d'une dépréciation additionnelle et d'une charge d'intérêts sur l'obligation locative liée aux nouveaux centres de distribution;
- des coûts de transformation d'environ 13 M\$ avant impôts et une rémunération fondée sur des actions d'environ 13 M\$ avant impôts, tous deux exclus du BAIIA ajusté et du résultat net ajusté par action après dilution;
- des dépenses d'investissement nettes d'environ 45 M\$.

La Société continue de surveiller de près l'évolution du contexte de commerce extérieur et estime qu'elle dispose des mécanismes appropriés pour s'adapter, le cas échéant. Les perspectives énoncées ci-dessus sont fondées sur plusieurs hypothèses, notamment, mais sans s'y limiter, les politiques commerciales gouvernementales mises en œuvre à la publication du présent rapport.

Renseignements supplémentaires

Des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris la notice annuelle de la Société, sont accessibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca. Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « PET ».